



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1400

25 juillet 2019

- **Sécurité : Le chef de gang Arnel Joseph finalement arrêté**
- **Insécurité : Selon un nouveau rapport du RNDDH, 20 morts, 2 personnes portées disparues et 6 blessées à La Saline, du 5 au 13 juillet**
- **L'ambassade de France en Haïti réclame justice pour les victimes de La Saline**
- **De grands manitous alimenteraient le trafic illégal d'armes à feu, révèle la Police Nationale d'Haïti**

>> Sécurité : Le chef de gang Arnel Joseph finalement arrêté

Le chef de gang Arnel Joseph, activement recherché par la police depuis novembre 2018, a finalement été arrêté le 22 juillet, à l'hôpital Lumière de Bonne Fin (Cavaillon), non loin des Cayes (Sud d'Haïti). Sur son compte Twitter, le président Jovenel Moïse a salué « le travail acharné de la Police Nationale d'Haïti (PNH), qui, entre autres, a débouché sur l'arrestation du présumé chef de gang, Arnel Joseph ». Un avis de recherche a été émis le 3 novembre 2018 par la police, pour retrouver Arnel Joseph, basé alors à Village de Dieu, quartier volatile au centre-ville de la capitale. Une opération policière menée dans ce quartier, a forcé le chef de gang Arnel Joseph à se retrancher dans le département de l'Artibonite (Nord), où sa présence a créé une situation de tensions et de panique dans plusieurs communes, notamment à la Petite Rivière de l'Artibonite.

[Pour aller plus loin cliquez ICI](#)

Une autre opération, conduite début avril par la PNH, pour le capturer dans l'Artibonite, avait été avorté. La

Police avait tenté de le capturer à plusieurs reprises, mais en vain. Le président de la Commission justice et sécurité au sénat, Jean Renel Sénatus, avait révélé combien le sénateur Garcia Delva, un proche du pouvoir en place, communiquerait fréquemment par téléphone avec Arnel Joseph, le chef de gang activement recherché.

[Pour aller plus loin cliquez ICI](#)

Promettant de révéler bientôt certaines informations, il souhaite que la justice et la police garantissent la sécurité et la santé d'Arnel Joseph, afin de connaître la vérité sur ses ramifications avec des potentats et officiels. Des organismes de droits humains ont dénoncé les images diffusées sur les réseaux sociaux montrant des brutalités policières sur Arnel Joseph pendant son arrestation. Un nombre de 93 groupes armés serait encore actif un peu partout sur le territoire, a fait savoir le 23 juillet un porte-parole de la Commission Nationale de Désarmement, Démantèlement et Réinsertion (CNDDR).

>> Insécurité : Selon un nouveau rapport du RNDDH, 20 morts, 2 personnes portées disparues et 6 blessées à La Saline, du 5 au 13 juillet

Au moins 20 personnes sont mortes, 2 sont portées disparues et 6 autres blessées par balles, lors des violences armées dans le quartier de La Saline (non loin du bord de mer, à Port-au-Prince), au cours de la période allant du vendredi 5 au samedi 13 juillet. Ces données émanent d'un rapport du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), publié le 18 juillet. Les mêmes gangs armés, protégés par les autorités étatiques et impliqués dans le massacre du 13 novembre 2018, continuent encore de semer le deuil à La Saline, relève ce rapport. Le bilan de la tuerie, commise les 1er et 13 novembre 2018, s'est

élevé à au moins 71 morts, selon un précédent rapport du RNDDH publié le 20 décembre 2018. Lors d'une conférence de presse, le 18 juillet, le Commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Paul Eronce Villard, a évoqué un nombre de 80 victimes, lors de ces massacres de novembre 2018 à La Saline. L'organisme de défense et de promotion de droits humains dénonce une banalisation des droits à la vie, à la sécurité de la personne et à l'intégrité physique et psychique des citoyennes et citoyens au quartier de La Saline. Il critique la passivité « inadmissible » des autorités étatiques, face à ces actes de violences. « Les gangs

armés se renforcent et s'organisent avec l'aide des autorités étatiques alors que la Police Nationale d'Haïti est affaiblie ». Il existe des rapports de proximité entre les gangs armés et les autorités exécutives et législatives, « qui continuent d'alimenter ou de faciliter l'alimentation des gangs en armes à feu et en munitions », signale le rapport du RNDDH. Le haut commandement de la PNH doit « tout mettre en œuvre, en vue de ramener l'ordre à La Saline, de freiner ces assassinats ininterrompus des membres de la population et de traduire, par-devant les autorités

de jugement, toutes personnes impliquées dans la perpétration de ces actes », recommande le réseau. À ce jour, aucun potentat cité dans un rapport de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) en Haïti, en relation avec ces massacres, n'a été convoqué par la justice. Plus de 70 personnes, dont des autorités étatiques et deux anciens policiers nationaux, devraient être arrêtées pour « actes répréhensibles », liés à la tuerie perpétrée le 13 novembre 2018 au quartier La Saline.

[Pour aller plus loin cliquez ICI](#)

>> L'ambassade de France en Haïti réclame justice pour les victimes de La Saline

Dans un communiqué, l'ambassade de France en Haïti souhaite que les personnes coupables des crimes perpétrés au quartier La Saline répondent de leurs actes devant la justice. Elle exprime sa vive préoccupation par rapport à ces informations. Tout en présentant ses condoléances aux familles et aux proches des victimes, elle appelle les autorités à garantir la protection des habitantes et habitants à La Saline, qui ont déjà eu à subir des tueries au cours du mois de novembre 2018. Dans un rapport, adressé au Conseil de sécurité de l'ONU et rendu public le 17 juillet, son Secrétaire général, le Portugais António

Manuel De Oliveira Guterres, a aussi recommandé aux autorités nationales « de prendre rapidement des mesure pour que les responsables des crimes, perpétrés à La Saline, répondent de leurs actes devant la justice ». « La situation, en matière de sécurité, est devenue plus instable » en Haïti, en raison, notamment, de la persistance de la crise politique, déplore Guterres. Depuis le début jusqu'au 11 juillet, 517 personnes ont été tuées sur le territoire national. 25 policiers ont été tués durant cette même période, alors que 17 ont été assassinés durant l'année 2018.

>> De grands manitous alimenteraient le trafic illégal d'armes à feu, révèle la Police Nationale d'Haïti

La Police Nationale d'Haïti (PNH) exprime ses inquiétudes par rapport au trafic illégal d'armes à feu, « Ce ne sont pas les vilains petits canards qui détiennent les armes qui me préoccupent, mais plutôt les grands manitous inconscients, qui les font venir et ceux qui les distribuent sur le territoire », déclare le Directeur général de la PNH, Michel-Ange Gédéon, lors d'une cérémonie de destruction de plus de 370 armes obsolètes. Ces armes à feu ont été saisies lors d'opérations, menées depuis juillet 2017. Cette destruction s'est déroulée le 18 juillet, en présence de la Représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en Haïti, l'Américaine Helen Meagher La Lime, et de l'ambassadrice étasunienne en Haïti, Michèle Sison. Étaient également présents le Chef de la Mission des Nations Unies pour l'Appui à la Justice

en Haïti (MINUJUSTH), le Canadien Serge Therriault, et plusieurs membres du haut commandement de la PNH. « Les armes, lâchées dans la nature au mépris d'un pays meurtri, peuvent être retournées contre n'importe qui, n'importe quand », prévient le Commandant en chef de la Police, qui dit craindre un effet boomerang ou, pire encore, la théorie de la justice immanente. La PNH a procédé à la destruction de plus de 1 200 armes à feu saisies durant les 2 dernières années. Le 10 juillet, le Sénat de la république a adopté, à l'unanimité, une proposition de loi visant à limiter et contrôler la circulation des armes à feu en Haïti, dans un contexte de recrudescence des actes de violences et de banditisme, à travers le territoire national.

A lire également :

- [Haïti-Chili : Délai de trois mois accordé aux migrants haïtiens pour leur régularisation](#)
- [Corruption/PetroCaribe : Peu d'efforts pour traduire en justice les personnes indexées en Haïti, déplore l'Onu](#)
- [Corruption : Mise en garde contre une tentative de Jovenel Moïse de politiser le dossier PetroCaribe en Haïti](#)
- [Un nouveau premier ministre nommé, Fritz William Michel / La Fjkl alerte sur le risque d'un éclatement social en Haïti](#)